

PROJET POUR LA FRANCE DES OUTRE-MER

**LISTE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL
MENÉE PAR JORDAN BARDELLA**





Les Français d’Outre-mer sont peu à peu abandonnés depuis près de 20 ans par des gouvernements qui ont renoncé à toute ambition nationale, par soumission à l’Union européenne. Tout au long de notre histoire, ils ont pourtant contribué et contribuent encore à la grandeur de notre pays, au rayonnement de nos arts, de nos armes et de nos lettres. D’Aimé Césaire à Patrick Chamoiseau, en passant par Félix Eboué, Édouard Glissant, Roland Garros, Leconte de Lisle ou Raymond Barre et tant d’autres, nombreux sont ceux qui ont tant apporté à notre culture.

« **L’Outre-mer est une chance pour la France** » : pour le Rassemblement National, ces mots ne constituent pas un slogan scandé de façon incantatoire en période électorale sans jamais lui donner de réalité ni de moyens ; pour le Rassemblement National, l’Outre-mer est une véritable chance humaine et une chance pour notre génie national. Une France et des Français d’Outre-mer auxquels le projet de la liste du Rassemblement National menée par Jordan Bardella pour les élections européennes redonne toute l’attention et toute la place qu’ils n’auraient jamais dû perdre. **L’Outre-mer compose cette France du grand large, par laquelle notre pays dispose du deuxième domaine maritime mondial, élément stratégique de notre puissance.** Comme Marine Le Pen, Jordan Bardella est très attaché à cette France et à ces Français si éloignés géographiquement de la métropole.

Si les Français d’Outre-mer sont confrontés aux mêmes difficultés que leurs compatriotes de métropole, et à d’autres plus spécifiques, l’éloignement les rend plus marquées, moins bien prises en compte par les gouvernements et sont largement aggravées par l’Europe de Macron, en particulier l’inflation des prix du quotidien.

Criminalité, submersion migratoire, baisse du pouvoir d’achat, matraquage des normes, chômage, déclin économique... tous les maux dont souffrent les Français d’Outre-mer sont amplifiés par l’UE et ses dirigeants si éloignés des réalités vécues par nos concitoyens ultramarins.

Les intérêts de la France des Outre-mer sont aujourd’hui méprisés en Europe. Nos intérêts sont mis en danger par une organisation qui tend à devenir un super État européen centralisé, sapant notre souveraineté

et notre démocratie. La France des Outre-mer est sous-financée par les fonds et les programmes européens alors que notre pays est contributeur net au budget de l’UE. Ainsi, en 2021, la France a contribué à hauteur de 28 milliards d’euros et n’a perçu que 15,7 milliards, soit une perte de 12,4 milliards d’euros ; de plus, le plan de relance européen coûtera en perte sèche plus de 40 milliards d’euros à notre pays. Enfin, les normes imposées par les technocrates de Bruxelles nous empêchent de soutenir l’essor économique et social de la France des Outre-mer.

Le Rassemblement National propose une politique ambitieuse pour la France des Outre-mer. Il en va de la qualité des conditions de vie de nos compatriotes, du rayonnement, de la souveraineté et de la puissance de la France.



DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DE LA FRANCE DES OUTRE-MER EN EUROPE :

- **Fonder une Agence européenne des RUP (régions ultrapériphériques) et de leur domaine maritime**, dirigée par la France et placée sous l’autorité du Conseil européen, afin d’organiser la coopération renforcée entre les pays concernés avec l’objectif de protéger les domaines maritimes, de valoriser l’économie de la mer et les activités de pêche.
- **Protéger la France des Outre-mer de la submersion migratoire** en retirant toute mention aux RUP dans les textes européens relatifs à l’immigration et en appliquant la fermeté en matière de contrôle des frontières et d’expulsion.
- **Retirer toutes les dispositions portant préjudice aux économies de l’Outre-mer dans les accords actuels de libre-échange de l’UE**, en particulier dans le secteur agricole, et renforcer les contraintes d’accès notamment phytosanitaires au marché européen pour les produits de pays tiers pratiquant la concurrence déloyale.
- **Renforcer l’influence de la France des Outre-mer en Europe** par la création d’un collège spécifique au sein du Comité des régions de l’UE pour les RUP et PTOM. Chacune des collectivités ultramarines sera représentée au sein du comité.
- **Individualiser pour chaque PTOM les décisions d’association UE-PTOM** afin d’adapter pour chaque territoire le champ d’application du droit de l’Union européenne, sous la supervision et le contrôle de la France.



SOUTENIR L'ESSOR ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE L'OUTRE-MER :

- **Assurer la continuité territoriale entre la métropole et les RUP-PTOM** en permettant par les aides d'État de soutenir les entreprises de transport aérien, naval et routier assurant la desserte.

- **Mobiliser les différents fonds d'aide de solidarité et d'urgence pour répondre à la crise de l'eau** dans l'Outre-mer.

- **Créer une dotation spéciale au sein de l'instrument d'aide d'urgence de l'UE** afin de subvenir à d'éventuelles crises d'origine climatique ou sanitaire au sein des RUP.

- **Maintenir a minima le montant des fonds européens pour l'Outre-mer** et demander une revalorisation.

- **Revaloriser le fonds Posei (programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité)** notamment en faveur des filières banane, canne et de diversification, sans mobiliser les dotations nationales au titre de la PAC.



LIBÉRER LES OUTRE-MER DE LA BUREAUCRATIE BRUXELLOISE :

- **Créer un mécanisme de garantie** permettant aux établissements de crédit de donner des avances aux porteurs de projets bénéficiant d'une aide validée.

- **Demander un audit de simplification administrative** pour les formalités liées aux fonds à destination des RUP et des PTOM.

- **Instaurer une étude d'impact complète et systématique sur l'Outre-mer en amont des propositions de législation** pour l'ensemble des textes proposés par l'UE.





vivementle9juin.fr